

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et Communauté 1 an 6 mois Ordinaire ..... 1.300 frs 800 frs Avion ..... 3.300 frs 1.700 frs Etranger ..... 1 an 6 mois Ordinaire ..... 1.600 frs 900 frs Avion ..... 3.750 frs 2.300 frs Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs numéro { Par porteur ou par poste : { Togo-France et Communauté : 90 frs { Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOMÉ. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont paya- bles d'avance.	La ligne ..... 80 frs minimum ..... 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum ..... 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 35-92 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### ORDONNANCES

1963

- 27 mars — Ordonnance n° 63-13 autorisant l'organisation d'un référendum constitutionnel, d'une élection présidentielle et d'élections législatives générales ..... 177
- 27 mars — Ordonnance n° 63-14 fixant les règles relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale ..... 178

### ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

### DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

### PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

1963

- 28 mars — Décret n° 63-39 organisant un référendum ... 189
- 28 mars — Décret n° 63-40 portant convocation du corps électoral en vue des élections présidentielles et législatives ..... 182

## ORDONNANCES

*ORDONNANCE N° 63-13 du 27 mars 1963 autorisant l'organisation d'un référendum constitutionnel, d'une élection présidentielle et d'élections législatives générales.*

### LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 17 janvier 1963 portant notamment, d'une part abrogation de la loi constitutionnelle du 14 avril 1961 et de la loi n° 61-11 du 1<sup>er</sup> mars 1961 fixant les règles relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale et d'autre part dissolution de l'Assemblée nationale ;

Vu les recommandations de la Conférence de la Table Ronde tenue à Lomé du 26 février au 2 mars 1963 ;

Le Conseil des Ministres entendu,

### ORDONNE :

Article premier. — Le projet de loi portant Constitution de la République togolaise pourra être soumis au Référendum par décret du Président du Gouvernement Provisoire pris en Conseil des Ministres.

Art. 2. — L'élection présidentielle et celle des membres de l'Assemblée Nationale pourront se dérouler conjointement avec le référendum prévu à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — L'organisation de ces consultations fera l'objet de décrets du Président du Gouvernement Provisoire pris en Conseil des Ministres et d'arrêtés des Ministres intéressés.

Art. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise et promulguée selon la procédure d'urgence.

Fait à Lomé, le 27 mars 1963

N. Grunitzky

**ORDONNANCE No 63-14 fixant les règles relatives à l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale.**

**LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire,**

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 17 janvier 1963 portant notamment, d'une part abrogation de la loi constitutionnelle du 14 avril 1961 et de la loi no 61-11 du 1er mars 1961 fixant les règles relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et d'autre part dissolution de l'Assemblée Nationale ;

Le Conseil des Ministres entendu,

ORDONE :

**CHAPITRE I**

**GENERALITES**

Article premier. — Les membres de l'Assemblée Nationale sont élus au scrutin de liste majoritaire à un tour sans panachage.

Le nombre des sièges à l'Assemblée Nationale est fixé à cinquante deux.

Le scrutin est direct, universel et secret.

Article 2. — Chaque liste comprend obligatoirement un nombre de candidats égal au nombre des députés à élire.

Article 3. — Sont élus les candidats de la liste qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

Article 4. — Les membres de l'Assemblée Nationale sont élus pour cinq ans.

Article 5. — L'Assemblée Nationale se renouvelle intégralement. Les élections ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus avant l'expiration des pouvoirs de la législature en cours.

Toutefois, dans le cas présent, l'élection de la nouvelle Assemblée Nationale interviendra quinze jours au moins et quarante jours au plus après la parution de la présente ordonnance.

Art. 6. — En cas de vacance par décès, démission ou pour toute autre cause, il sera procédé à des élections partielles dans un délai de trois mois, si le nombre des vacances atteint le quart des membres de l'Assemblée Nationale.

Ces élections partielles ont lieu au scrutin de liste majoritaire à un tour ; chaque liste comprend obligatoirement un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir.

Il n'est pas pourvu aux vacances survenues dans les six mois qui précèdent le renouvellement de l'Assemblée.

**CHAPITRE II**

**ELIGIBILITE**

Article 7. — Sont éligibles à l'Assemblée Nationale les citoyens des deux sexes, âgés de 23 ans accomplis, non pourvus d'un conseil judiciaire et non frappés d'une incapacité électorale, inscrits sur une liste électorale au Togo ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, résidant effectivement depuis deux ans au moins sur le territoire de la République togolaise et sachant lire, écrire et parler couramment le français.

La condition de résidence n'est pas exigée des citoyens dont l'absence du Togo aura été causée par la poursuite d'études, de stages ou de cours de perfectionnement, par l'exécution d'une mission ou l'affectation à un emploi public togolais ou assimilé.

La condition de résidence n'est pas non plus exigée des citoyens togolais qui ont été contraints de quitter le Togo par suite de la situation politique régnant dans ce pays entre 1958 et le 13 janvier 1963.

Ces citoyens devront par ailleurs apporter la preuve de leur qualité d'exilé et de togolais.

Art. 8. — Ne peuvent être acceptées pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, révocation ou de toute autre manière, les candidatures aux élections à l'Assemblée Nationale, dès lors qu'ils exercent ou ont exercé ces fonctions pendant au moins six mois :

- 1°) — des directeurs ou chefs de service administratif en fonction dans les ministères de la République togolaise,
- 2°) — des inspecteurs du travail et des inspecteurs de l'enseignement,
- 3°) — du trésorier-payeur et des chefs de service employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes et au paiement des dépenses publiques de toute nature, en fonction dans le territoire de la République togolaise ;
- 4°) — des chefs de bureaux des douanes,
- 5°) — des chefs de circonscription administrative,
- 6°) — des officiers et gradés de la Gendarmerie, des commissaires et inspecteurs de police, ainsi que des officiers des forces armées ayant exercé un commandement territorial,
- 7°) — des gendarmes, agents de police et gardes frontières.

Art. 9. — Ne peuvent être acceptées pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les deux mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, révocation, ou de toute autre manière, les candidatures aux élections à l'Assemblée Nationale, dès lors qu'ils exercent ou ont exercé ces fonctions pendant au moins trois mois :

- 1°) — des comptables et agents de tous ordres employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes et au paiement des dépenses publiques, en fonction dans le territoire de la République togolaise.
- 2°) — des adjoints aux chefs de circonscription administrative et des chefs de poste administratif.

Art. 10. — Sont inéligibles pour une durée de six ans les personnes qui ont été condamnées pour fraude électorale.

**CHAPITRE III**

**INCOMPATIBILITES**

Art. 11. — L'exercice du mandat de député à l'Assemblée Nationale est incompatible avec l'exercice de fonctions publiques rémunérées sur les fonds de la République togolaise ou d'une collectivité publique quelle qu'elle soit. En conséquence, toute personne émergeant aux fonds précités sera mise d'office dans la position de détachement si, dans les trente jours qui suivent son élection, elle n'a pas fait connaître qu'elle n'accepte pas le mandat qui lui a été confié.

L'exercice du mandat de député à l'Assemblée Nationale est incompatible avec les fonctions ministérielles.

Tout député exerçant des fonctions ministérielles sera donc mis d'office dans la position de congé parlementaire pour lui permettre d'exercer ces fonctions.

Il reprendra de plein droit son mandat de député dès qu'il aura cessé d'être membre du Gouvernement.

Art. 12. — Sont également incompatibles avec le mandat de député les fonctions de directeur, administrateur, membre du conseil de surveillance, gérant ou représentant dans les entreprises nationales ainsi que dans les sociétés, entreprises et établissements jouissant, à titre spécial, sous forme de garantie d'intérêts de subventions ou autres avantages de même nature assurés par la République togolaise.

Sont assimilées aux fonctions ci-dessus celles qui s'exercent de façon permanente et moyennant une rémunération fixe sous le titre de conseil juridique ou technique.

Ne sont toutefois pas visés par le présent article, les membres de l'Assemblée Nationale désignés pour occuper les sièges réservés à cette Assemblée par les statuts d'une société dans son conseil d'administration en application d'une mesure législative ou réglementaire.

Sauf l'exception prévue à l'alinéa précédent, l'élu exerçant au jour de son élection l'une des fonctions ci-dessus visées devra, dans les huit jours qui suivront le jour où son élection sera définitive, justifier qu'il s'en est démis, faute de quoi il sera déclaré d'office démissionnaire. S'il accepte au cours de son mandat l'une desdites fonctions, la démission sera prononcée dans les conditions prévues à l'article 13 ci-après.

Art. 13. — Il est interdit à tout membre de l'Assemblée Nationale d'accepter, au cours de son mandat, un titre ou une fonction l'attachant dans les conditions analogues à celles indiquées à l'article ci-dessus, à une société par actions ayant exclusivement un objet financier et faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit, sous peine d'être déclaré d'office démissionnaire.

Art. 14. — Le député à l'Assemblée Nationale auquel les dispositions de l'article 12 sont applicables pourra, avant tout avertissement, se démettre volontairement de son mandat.

A défaut, le bureau de l'Assemblée l'aviserà, par lettre recommandée, en indiquant sommairement les motifs qui justifient l'application de l'un des articles qui précèdent, que la question de sa démission sera portée à l'ordre du jour de la première séance de l'Assemblée qui suivra l'expiration du délai de huitaine après son avertissement.

Si, avant la séance ainsi fixée, l'intéressé ne fait parvenir aucune opposition formulée par écrit, adressée au Président de l'Assemblée, celui-ci donnera acte de sa démission d'office, sans débat.

Dans le cas contraire, l'opposant sera admis à fournir ses explications en séance publique, et l'Assemblée se prononcera immédiatement, ou, s'il y a lieu, après renvoi devant une commission spéciale.

Art. 15. — Il est interdit à tout membre de l'Assemblée Nationale, sous peine de démission d'office, de faire ou laisser figurer son nom suivi de l'indication de sa qualité sur tous documents destinés à la publicité et relatifs à une entreprise financière, industrielle ou commerciale.

Seront punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 120.000 à 700.000 francs, ou de l'une de ces peines, les fondateurs, directeurs ou gérants de société ou établissement à objet commercial, industriel ou financier qui auront fait ou laissé figurer le nom d'un membre de l'Assemblée Nationale avec mention de sa qualité sur tous

les prospectus, annonces, tracts, réclames ou documents quelconques publiés dans l'intérêt de l'entreprise qu'ils dirigent ou qu'ils se proposent de fonder.

En cas de récidive, les peines ci-dessus prévues pourront s'élever à un an d'emprisonnement et 720.000 francs d'amende.

Art. 16. — Il est interdit à tout avocat inscrit à un barreau lorsqu'il est investi d'un mandat parlementaire, d'accomplir directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un associé, d'un collaborateur ou d'un secrétaire, sauf devant la Haute Cour de justice, aucun acte de sa profession dans les affaires à l'occasion desquelles des poursuites pénales sont engagées devant les juridictions répressives pour crimes ou délits contre la chose publique ou en matière de presse ou d'atteinte au crédit ou à l'épargne; il est interdit dans les mêmes conditions de plaider ou de consulter pour le compte de l'une des sociétés, entreprises ou établissements visés aux articles 12 et 13 dont il n'était pas habituellement le conseil avant son élection, ou contre l'Etat, les sociétés nationales, les collectivités ou établissements publics.

#### CHAPITRE IV

##### PRESENTATION DES CANDIDATS

Art. 17. — Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes.

Aucun retrait de candidature n'est admis après la délivrance du récépissé définitif prévu à l'article 19 ci-après.

En cas de décès ou d'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats au cours de la campagne électorale, les candidats qui ont présenté la liste ont la faculté de la compléter.

Art. 18. — Toutes candidatures de liste doivent faire l'objet au plus tard dix-huit jours francs avant le jour du scrutin, d'une déclaration en double exemplaire, revêtue des signatures légalisées des candidats. Cette déclaration est enregistrée au ministère de l'Intérieur.

A défaut de signature, une procuration légalisée des candidats doit être produite.

La déclaration doit mentionner obligatoirement :

- 1°) — les noms, prénoms, profession, domicile, date et lieu de naissance des candidats,
- 2°) — le titre de la liste,
- 3°) — l'appartenance politique du candidat,
- 4°) — Le nom du mandataire, candidat ou non, et l'indication de son domicile,
- 5°) — La couleur et le signe que la liste choisit pour l'impression de ses bulletins. La couleur des bulletins de vote doit être différente de celle des cartes électorales.

Les partis ont la faculté de conserver comme couleur et signe distinctif ceux qu'ils ont utilisé lors de la précédente consultation électorale.

Dans le cas de partis n'ayant pas participé à la précédente consultation, la priorité du choix, de la couleur et du signe est attribuée dans l'ordre du dépôt de déclaration de candidatures.

En aucun cas, les couleurs et signes choisis ne peuvent être identiques.

Art. 19. — Il est donné au mandataire de la liste un reçu provisoire.

La décision sur la recevabilité de la déclaration de candidature incombe au seul tribunal administratif ainsi qu'il est dit à l'article 34 de la présente ordonnance.

Art. 20. — Avant de déposer sa déclaration, le mandataire de chaque liste devra verser un cautionnement fixé à trente mille francs par candidat. Le reçu délivré par un agent du trésor doit être joint à la déclaration de candidature, faute de quoi il ne peut être délivré de récépissé.

Le cautionnement sera restitué si la liste a obtenu au moins vingt pour cent des suffrages exprimés, sinon il restera acquis au budget de la République togolaise.

## CHAPITRE V

### PROPAGANDE

Art. 21. — La campagne électorale s'ouvre treize jours avant le jour du scrutin.

Art. 22. — Le gouvernement prend en charge le coût des bulletins de vote attribués à chaque liste.

Le barème et les modalités suivant lesquels ces dépenses sont remboursées sont fixés par décret.

## CHAPITRE VI

### OPÉRATIONS PRÉPARATOIRES AU SCRUTIN

Art. 23. — La date des élections est fixée par le décret qui convoque le collège électoral.

Il doit y avoir au moins un intervalle de vingt huit jours francs entre la date de convocation et le jour de l'élection.

Art. 24. — Il sera créé dans chaque commune et dans chaque circonscription administrative un bureau de vote pour 1200 électeurs au plus.

La liste des bureaux de vote sera arrêtée, publiée et affichée selon les modalités habituelles dix jours avant l'ouverture du scrutin.

## CHAPITRE VII

### LES DÉLÉGUÉS DES CANDIDATS

Art. 25. — Chaque liste a le droit d'exiger la présence en permanence dans chaque bureau de vote d'un délégué habilité à contrôler les opérations électorales. Ces délégués ne font pas partie du bureau mais ont pour mission de surveiller le déroulement du vote et signent les procès-verbaux du scrutin de même que les membres du bureau.

Chaque liste peut désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant par bureau de vote. Cette désignation n'est pas une obligation pour les listes mais une faculté.

Les délégués doivent être choisis parmi les électeurs inscrits dans la circonscription. Leurs noms, ainsi que ceux des suppléants devront être notifiés par écrit au chef de circonscription au plus tard 24 heures avant l'ouverture du scrutin par le mandataire de la liste qu'ils représenteront.

Cette notification devra comporter outre les noms et prénoms des délégués titulaires et suppléants, les bureaux de vote respectifs auprès desquels ils seront délégués ainsi que le numéro de leur carte électorale et le nom du village de la circonscription où ils sont inscrits.

Récépissés de ces déclarations seront immédiatement délivrés par le chef de circonscription. Ces récépissés serviront de titre et garantiront les droits attachés à la qualité de délégués. La production de ces récépissés aux présidents

des bureaux de vote sera obligatoire pour pouvoir pénétrer dans la salle de scrutin.

Les chefs de circonscription notifieront les noms des délégués titulaires et suppléants aux présidents des bureaux de vote.

## CHAPITRE VIII

### LES BUREAUX DE VOTE

Art. 26. — Les bureaux de vote sont composés :

1° — d'un président désigné parmi les électeurs inscrits même hors de la circonscription administrative par le chef de cette circonscription.

2° — de quatre assesseurs au moins, représentant les listes de candidats à raison d'un assesseur par liste; lorsque le nombre des listes en présence est inférieur à quatre ou, lorsque certaines listes n'ayant pas désigné d'assesseurs, le nombre de ceux-ci est inférieur à quatre, le président complète le bureau en prenant le nombre d'assesseurs nécessaires parmi les électeurs inscrits dans la circonscription présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire.

Art. 27. — Les délégués des listes de candidats choisissent les assesseurs parmi les électeurs inscrits dans la circonscription et sachant lire et écrire, à raison d'un assesseur titulaire et d'un assesseur suppléant par bureau de vote et par liste. Ils notifient au président du bureau de vote avant l'ouverture du scrutin les noms de ces assesseurs.

Art. 28. — Le délégué titulaire ou en son absence le délégué suppléant a qualité pour assister à toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins et décompte des voix.

Ne faisant pas partie du bureau il ne peut prendre part à ses délibérations même à titre consultatif. Toutefois, il peut présenter des observations, protestations ou contestations au sujet du déroulement des opérations de vote et en exiger mention au procès-verbal qu'il devra signer.

Le délégué ne peut être expulsé de la salle de vote sauf en cas de scandale caractérisé et dûment constaté. Il est alors immédiatement remplacé par le délégué suppléant.

## CHAPITRE IX

### OPÉRATIONS DE VOTE

Art. 29. — Le scrutin est ouvert et clos aux heures fixées par le décret de convocation du collège électoral.

Le dépouillement du scrutin a lieu immédiatement.

Art. 30. — Immédiatement après le dépouillement du scrutin, chaque président du bureau de vote transmet au chef de circonscription par la voie la plus rapide, le procès-verbal des opérations électorales accompagné des pièces qui doivent y être annexées. Le chef de circonscription assisté d'un délégué de chaque liste procède à la totalisation des résultats transmis par les bureaux de vote et vérifie que les procès-verbaux et les pièces annexées lui ont bien été remis. Il en assure ensuite immédiatement la transmission au ministre de l'Intérieur qui les adresse à la commission de recensement prévue à l'article ci-après.

Art. 31. — Le recensement général des votes est opéré à Lomé, au siège du tribunal de droit moderne, par une commission composée du président du tribunal, président, et de quatre membres désignés par le ministre de l'Intérieur.

Art. 32. — Chaque mandataire de liste a le droit d'assister aux opérations de la commission de recensement. Il peut présenter ses observations et réclamations.

Art. 33. — La commission vérifie les opérations électorales au vu des procès-verbaux et des pièces annexes. Elle consigne les observations qu'elle estime devoir faire sur la régularité de ces opérations, mais elle ne peut en prononcer la nullité.

La commission redresse les erreurs matérielles qu'elle constate.

La commission proclame élue la liste qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages. Le résultat est proclamé au plus tard le huitième jour après le jour du scrutin.

Elle dresse procès-verbal en double exemplaire de toutes ses opérations, et le transmet au ministre de l'Intérieur.

## CHAPITRE X

### CONTENTIEUX

#### SECTION I

##### *Contentieux de l'enregistrement des candidatures*

Art. 34. — Dès réception de la déclaration de candidature et après en avoir délivré récépissé provisoire, le ministre de l'Intérieur transmet la déclaration au tribunal administratif qui juge de sa recevabilité et doit se prononcer dans les quarante-huit heures.

Sa décision est sans appel.

Le parti ou groupement politique intéressé a 24 heures, à compter du moment où lui est notifié le rejet, pour déposer éventuellement une nouvelle liste.

Les mandataires des listes doivent obligatoirement élire domicile à Lomé.

#### SECTION II

Art. 35. — En cas de contestation sur la régularité des élections, le litige est porté devant une commission composée du président de la Cour Suprême et de quatre assesseurs, dont un magistrat et un haut fonctionnaire, désignés par le président du Gouvernement Provisoire.

Cette commission siégera à Lomé et statuera sur le vu des procès-verbaux et autres pièces annexes des opérations contestées.

Ses décisions seront sans appel.

Art. 36. — La présente ordonnance sera promulguée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 27 mars 1963

N. Grunitzky

### ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

**DECRET** N° 63-39 du 28 mars 1963 organisant un référendum.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,  
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 17 janvier 1963 ;

Vu l'ordonnance n° 63-13 du 27 mars 1963 autorisant l'organisation d'un référendum, d'élection présidentielle et d'élections législatives générales ;

Le Conseil des Ministres entendu, ;

## DECRETE :

Article premier. — Le corps électoral est convoqué pour le dimanche 5 mai 1963 pour répondre par « OUI » ou par « NON », à la majorité des suffrages exprimés, à la question suivante :

« Approuvez-vous le projet de Loi Constitutionnelle proposé par le Gouvernement Provisoire de la République du Togo ? ».

Art. 2. — Le texte du projet de loi constitutionnelle sera porté à la connaissance des électeurs par les soins de l'administration.

Art. 3. — Il sera mis à la disposition des électeurs deux bulletins de vote dont l'un portera la réponse « OUI » et l'autre la réponse « NON ».

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur fixera le modèle, la couleur et le libellé de ces bulletins.

Art. 4. — Des arrêtés du Ministre de l'Intérieur fixeront les heures d'ouverture et de clôture du scrutin, la liste des bureaux de vote et détermineront les conditions dans lesquelles se déroulera le scrutin.

La liste électorale révisée conformément aux prescriptions de l'ordonnance n° 63-5 du 15 février 1963 sera utilisée pour ce scrutin.

Art. 5. — La campagne pour le référendum sera ouverte le lundi 22 avril 1963 et close le vendredi 3 mai 1963 à minuit.

Art. 6. — Les partis politiques régulièrement déclarés devront, s'ils désirent faire leur campagne en vue du référendum, déposer au Ministère de l'Intérieur une demande le 18 avril 1963 à 17 h. 00 au plus tard.

Le Ministre de l'Intérieur publiera par arrêté pris le 20 avril 1963 au plus tard la liste des partis politiques habilités à effectuer de la propagande en vue du référendum.

Un arrêté fixera les modalités selon lesquelles les partis et groupements politiques pourront organiser leur propagande.

Art. 7. — Une commission nationale opérera le recensement général des votes et proclamera le résultat du référendum. Elle sera composée du président de la Cour Suprême et de 4 assesseurs, dont 1 magistrat et 1 haut fonctionnaire, désignés par le président du Gouvernement Provisoire.

Elle pourra se faire assister pour l'exécution des travaux matériels de tout le personnel dont elle estimera avoir besoin.

Cette commission siégera à Lomé et statuera sur le vu des procès-verbaux des opérations du référendum de chacun des bureaux de vote.

Elle devra achever ses travaux et proclamer officiellement les résultats du référendum au plus tard le 10 mai 1963 à minuit.

Art. 8. — Les représentants régulièrement mandatés des partis ou groupements politiques prévus à l'article 6 ci-dessus auront le droit de contester devant la com-

mission nationale de recensement général des votes la régularité des opérations.

Les réclamations seront faites dans les 48 heures qui suivront le scrutin.

La commission se prononcera dans les 3 jours qui suivront le dépôt de la réclamation. Ses décisions seront sans appel.

Art. 9. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 28 mars 1963.

N. Grunitzky

*DECRET N° 63-40 du 28 mars 1963 portant convocation du corps électoral en vue des élections présidentielles et législatives.*

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,  
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 17 janvier 1963 portant notamment dissolution de l'Assemblée nationale et abrogation de la loi constitutionnelle du 14 avril 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 63-13 du 27 mars 1963 autorisant l'organisation d'un référendum constitutionnel, d'une élection présidentielle et d'élections législatives générales ;

Vu l'ordonnance n° 63-14 du 27 mars 1963 fixant les règles relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

### DECRETE :

Article premier. — Le corps électoral est convoqué pour le dimanche 5 mai 1963 en vue de procéder aux élections présidentielles et législatives.

Le scrutin sera ouvert à sept heures et clos à dix-sept heures.

Art. 2. — Le collège électoral décidera à la majorité des suffrages exprimés.

Art. 3. — La liste électorale révisée conformément aux prescriptions de l'ordonnance n° 63-5 du 15 février 1963 sera utilisée pour les opérations électorales prévues par le présent décret.

Art. 4. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 28 mars 1963.

N. Grunitzky



Art. 33. — La commission vérifie les opérations électorales au vu des procès-verbaux et des pièces annexes. Elle consigne les observations qu'elle estime devoir faire sur la régularité de ces opérations, mais elle ne peut en prononcer la nullité.

La commission redresse les erreurs matérielles qu'elle constate.

La commission proclame élue la liste qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages. Le résultat est proclamé au plus tard le huitième jour après le jour du scrutin.

Elle dresse procès-verbal en double exemplaire de toutes ses opérations, et le transmet au ministre de l'Intérieur.

## CHAPITRE X

### CONTENTIEUX

#### SECTION I

##### *Contentieux de l'enregistrement des candidatures*

Art. 34. — Dès réception de la déclaration de candidature et après en avoir délivré récépissé provisoire, le ministre de l'Intérieur transmet la déclaration au tribunal administratif qui juge de sa recevabilité et doit se prononcer dans les quarante-huit heures.

Sa décision est sans appel.

Le parti ou groupement politique intéressé a 24 heures, à compter du moment où lui est notifié le rejet, pour déposer éventuellement une nouvelle liste.

Les mandataires des listes doivent obligatoirement élire domicile à Lomé.

#### SECTION II

Art. 35. — En cas de contestation sur la régularité des élections, le litige est porté devant une commission composée du président de la Cour Suprême et de quatre assesseurs, dont un magistrat et un haut fonctionnaire, désignés par le président du Gouvernement Provisoire.

Cette commission siègera à Lomé et statuera sur le vu des procès-verbaux et autres pièces annexes des opérations contestées.

Ses décisions seront sans appel.

Art. 36. — La présente ordonnance sera promulguée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 27 mars 1963

N. Grunitzky

## ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT

**DECRET N° 63-39 du 28 mars 1963 organisant un référendum.**

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,  
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 17 janvier 1963 ;

Vu l'ordonnance n° 63-13 du 27 mars 1963 autorisant l'organisation d'un référendum, d'élection présidentielle et d'élections législatives générales ;

Le Conseil des Ministres entendu,

## DECRETE :

Article premier. — Le corps électoral est convoqué pour le dimanche 5 mai 1963 pour répondre par « OUI » ou par « NON », à la majorité des suffrages exprimés, à la question suivante :

« Approuvez-vous le projet de Loi Constitutionnelle proposé par le Gouvernement Provisoire de la République du Togo ? ».

Art. 2. — Le texte du projet de loi constitutionnelle sera porté à la connaissance des électeurs par les soins de l'administration.

Art. 3. — Il sera mis à la disposition des électeurs deux bulletins de vote dont l'un portera la réponse « OUI » et l'autre la réponse « NON ».

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur fixera le modèle, la couleur et le libellé de ces bulletins.

Art. 4. — Des arrêtés du Ministre de l'Intérieur fixeront les heures d'ouverture et de clôture du scrutin, la liste des bureaux de vote et détermineront les conditions dans lesquelles se déroulera le scrutin.

La liste électorale révisée conformément aux prescriptions de l'ordonnance n° 63-5 du 15 février 1963 sera utilisée pour ce scrutin.

Art. 5. — La campagne pour le référendum sera ouverte le lundi 22 avril 1963 et close le vendredi 3 mai 1963 à minuit.

Art. 6. — Les partis politiques régulièrement déclarés devront, s'ils désirent faire leur campagne en vue du référendum, déposer au Ministère de l'Intérieur une demande le 18 avril 1963 à 17 h. 00 au plus tard.

Le Ministre de l'Intérieur publiera par arrêté pris le 20 avril 1963 au plus tard la liste des partis politiques habilités à effectuer de la propagande en vue du référendum.

Un arrêté fixera les modalités selon lesquelles les partis et groupements politiques pourront organiser leur propagande.

Art. 7. — Une commission nationale opérera le recensement général des votes et proclamera le résultat du référendum. Elle sera composée du président de la Cour Suprême et de 4 assesseurs, dont 1 magistrat et 1 haut fonctionnaire, désignés par le président du Gouvernement Provisoire.

Elle pourra se faire assister pour l'exécution des travaux matériels de tout le personnel dont elle estimera avoir besoin.

Cette commission siègera à Lomé et statuera sur le vu des procès-verbaux des opérations du référendum de chacun des bureaux de vote.

Elle devra achever ses travaux et proclamer officiellement les résultats du référendum au plus tard le 10 mai 1963 à minuit.

Art. 8. — Les représentants régulièrement mandatés des partis ou groupements politiques prévus à l'article 6 ci-dessus auront le droit de contester devant la com-

mission nationale de recensement général des votes la régularité des opérations.

Les réclamations seront faites dans les 48 heures qui suivront le scrutin.

La commission se prononcera dans les 3 jours qui suivront le dépôt de la réclamation. Ses décisions seront sans appel.

Art. 9. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 28 mars 1963.

N. Grunitzky

*DECRET N° 63-40 du 28 mars 1963 portant convocation du corps électoral en vue des élections présidentielles et législatives.*

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire,  
MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 17 janvier 1963 portant notamment dissolution de l'Assemblée nationale et abrogation de la loi constitutionnelle du 14 avril 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 63-13 du 27 mars 1963 autorisant l'organisation d'un référendum constitutionnel, d'une élection présidentielle et d'élections législatives générales ;

Vu l'ordonnance n° 63-14 du 27 mars 1963 fixant les règles relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

### DECRETE :

Article premier. — Le corps électoral est convoqué pour le dimanche 5 mai 1963 en vue de procéder aux élections présidentielles et législatives.

Le scrutin sera ouvert à sept heures et clos à dix-sept heures.

Art. 2. — Le collège électoral décidera à la majorité des suffrages exprimés.

Art. 3. — La liste électorale révisée conformément aux prescriptions de l'ordonnance n° 63-5 du 15 février 1963 sera utilisée pour les opérations électorales prévues par le présent décret.

Art. 4. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 28 mars 1963.

N. Grunitzky